

Accord national interprofessionnel
RETRAITE DES SALARIÉS NON CADRES
(Accord du 8 décembre 1961)
(15 mars 1988)

(Bulletin officiel n° 1988-11 bis)
(Etendu par arrêté du 21 juin 1988,
Journal officiel du 30 juin 1988)

AVENANT N° 124 DU 6 JUIN 2013
RELATIF À LA MODIFICATION DES ARTICLES 13, 14
ET 22, 23 DE L'ANNEXE A
NOR : ASET1350846M

Entre :

La CGPME ;

L'UPA ;

Le MEDEF,

D'une part, et

La CFDT ;

La CGT-FO ;

La CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les articles 13 et 14 de l'accord du 8 décembre 1961 ainsi que les articles 22 et 23 de l'annexe A audit accord sont modifiés comme suit :

Article 13

Les onze premiers alinéas du chapitre I^{er}, intitulé « Taux contractuel », sont remplacés par le texte suivant :

« L'affiliation prévue par l'accord doit être réalisée :

a) Pour l'ensemble du personnel visé à l'article 3, sur la fraction des rémunérations limitée au plafond (1) de la sécurité sociale (T1), sur la base d'un taux contractuel de cotisation égal à 6,10 % à compter du 1^{er} janvier 2014 et à 6,20 % à compter du 1^{er} janvier 2015.

b) Pour le personnel qui, visé à l'article 3, ne relève pas du régime de retraite des cadres géré par l'AGIRC, sur la fraction des rémunérations comprise entre une fois et trois fois le plafond (1) de

la sécurité sociale (T2), sur la base d'un taux contractuel de cotisation égal à 16,10 % à compter du 1^{er} janvier 2014 et à 16,20 % à compter du 1^{er} janvier 2015 ».

Au 12^e alinéa, qui devient le 4^e, les termes entre parenthèses « (même si elles sont anticipées) » sont supprimés.

Les trois alinéas suivants sont remplacés par un alinéa libellé comme suit :

« Les taux de cotisation contractuels ne peuvent, sauf obligation née antérieurement au 2 janvier 1993, être supérieurs aux taux visés ci-dessus. »

Le chapitre II, intitulé « Taux d'appel », est inchangé.

Article 14

Le 1^{er} alinéa est inchangé.

Le 2^e alinéa est désormais libellé comme suit :

« En cas d'unité économique et sociale (UES) reconnue, les entreprises, sauf si elles relèvent d'une convention de branche prévoyant un taux de cotisation supérieur au taux contractuel obligatoire visé à l'article 13, paragraphe 1 *a*, peuvent demander à constituer un groupe économique... » (le reste sans changement).

Les 3^e et 4^e alinéas sont inchangés.

Le 5^e alinéa est désormais libellé comme suit :

« Si le taux moyen sur T1 est supérieur au taux contractuel obligatoire fixé à l'article 13, paragraphe 1 *a*, l'alignement peut intervenir sur la base du taux obligatoire, par accord au sein de l'entreprise, avec versement d'une contribution financière ayant pour objet le maintien des droits des salariés et anciens salariés, calculés sur la fraction de taux qui n'a pas été maintenue. Sous réserve de la prise en compte du taux visé à l'article 13 paragraphe 1 *b*, il en est de même pour les opérations correspondant à la partie des rémunérations des non-cadres dépassant le plafond de la sécurité sociale. »

Les 6^e et 7^e alinéas sont inchangés.

L'avant-dernier alinéa est, *in fine*, modifié comme suit : « dont les taux étaient, avant la transformation, supérieurs aux taux contractuels obligatoires visés à l'article 13 de l'accord ».

Le dernier alinéa est inchangé.

Article 22

Au paragraphe 3 *a*, il est ajouté, *in fine* : « (16,10 % à compter du 1^{er} janvier 2014 puis 16,20 % à compter du 1^{er} janvier 2015). ».

Le *b* est désormais libellé comme suit :

« *b*) En cas d'incapacité de travail entraînant une rupture de contrat de travail, postérieure au 30 juin 1996, les droits attribués dans le cadre du présent article sont limités, à partir de la date de ladite rupture, à ceux calculés sur la base d'un taux contractuel de cotisation égal à 6 % sur T1 (6,10 % à compter du 1^{er} janvier 2014, puis 6,20 % à compter du 1^{er} janvier 2015) et, pour les salariés ne relevant pas du régime de retraite des cadres, sur la base d'un taux égal à 16 % sur T2 (16,10 % à compter du 1^{er} janvier 2014, puis 16,20 % à compter du 1^{er} janvier 2015). »

Article 23

Au paragraphe 1 du titre I^{er}, relatif notamment aux bénéficiaires d'allocations visées par la convention du 6 mai 2011 relative à l'indemnisation du chômage, le dernier alinéa du D est désormais libellé comme suit :

« Pour toute rupture du contrat de travail intervenant postérieurement au 30 juin 1996, les droits attribués dans le cadre du présent article ne peuvent dépasser ceux calculés sur la base d'un taux contractuel de cotisation égal à 6 % (6,10 % à compter du 1^{er} janvier 2014, puis 6,20 % à compter du 1^{er} janvier 2015) appliqué aux rémunérations versées avant la cessation d'activité, limitées au plafond de la sécurité sociale et, pour les personnes ne relevant pas du régime de retraite des cadres, sur la base d'un taux contractuel de cotisation égal à 16 % sur T2 (16,10 % à compter du 1^{er} janvier 2014, puis 16,20 % à compter du 1^{er} janvier 2015). »

Au paragraphe 3, intitulé « Bénéficiaires des conventions d'allocations spéciales du FNE », les cinq premiers alinéas restent inchangés.

Au 6^e alinéa du paragraphe 3, la dernière phrase est, *in fine*, modifiée comme suit : « de 6 % sur T1 (6,10 % à compter du 1^{er} janvier 2014, puis 6,20 % à compter du 1^{er} janvier 2015) et de 16 % sur T2 (16,10 % à compter du 1^{er} janvier 2014, puis 16,20 % à compter du 1^{er} janvier 2015). ».

Le reste du paragraphe est sans changement.

Au paragraphe 4, intitulé « Bénéficiaires des allocations de solidarité spécifique », les quatre premiers alinéas restent inchangés.

Au 5^e alinéa, la dernière phrase est, *in fine*, modifiée comme suit : « de 6 % sur T1 (6,10 % à compter du 1^{er} janvier 2014, puis 6,20 % à compter du 1^{er} janvier 2015) et de 16 % sur T2 (16,10 % à compter du 1^{er} janvier 2014, puis 16,20 % à compter du 1^{er} janvier 2015). ».

Le reste de l'article est sans changement.

Fait à Paris, le 6 juin 2013.

(Suivent les signatures.)